

Des services publics de qualité : Indispensable !

Après des années de casse, il est indispensable de développer les politiques et les moyens des services publics : Pour l'emploi, l'éducation, la recherche, la santé, le logement, le travail, les infrastructures, au service du développement économique, social, industriel et territorial.

Une réunion avec des retraités d'autres secteurs professionnels d'origine pour un échange fructueux et une action commune dans les prochaines semaines.

La CGT organise à la Roche sur Yon, dans les locaux de la bourse du travail 16 Bd Louis Blanc une réunion des retraités du secteur géographique de la Roche sur Yon, **Le Mercredi 16 Janvier 2013 à 14 h**
Tous les retraités qui souhaiteront y participer seront les bienvenus.
Cette information tien donc lieu d'invitation.

Si vous souhaitez un échange plus large avec des militants de la CGT, obtenir des informations plus régulières, adhérer à la CGT :

Il suffit de s'adresser :

- Soit au « syndicat CGT des territoriaux ville de la Roche sur Yon » tel : 02 51 47 47 84
- Soit par message électronique à : pierre.jaunet@orange.fr ou jpcotillon@wanadoo.fr ou paul.texier@gmail.com



Journal des retraités CGT de la ville de la Roche sur Yon

N° 5 – Janvier - 2013

L'austérité est toujours le problème. Pour sortir de la crise il faut, mieux partager les richesses créés par le travail. Comme celles des salariés en activité, les revendications des salariés à la retraite sont légitimes et leur satisfaction serait salutaire pour le redressement de l'économie. Il faut notamment relever le niveau des pensions de retraite, à commencer par les plus modestes.

La CGT propose d'agir ensemble, pour en débattre : Réunion le 16 janvier 14 h, à la bourse du travail - 16 bd Louis Blanc à la Roche sur Yon

Il faut revaloriser nos pensions de retraite

La revalorisation intervient depuis plusieurs années au 1er avril.

De grandes manœuvres sont déjà lancées pour justifier par avance de faire accepter aux retraités une nouvelle perte de pouvoir d'achat. Déjà une nouvelle cotisation de 0.3 % sur les retraites de tous ceux qui paient des impôts est programmée pour cette date du 1er avril. Sur le front des retraites complémentaires le patronat manœuvre pour faire accepter le principe d'une revalorisation inférieure à l'inflation pendant plusieurs années.

Nous ne devons pas nous laisser intimider par les discours culpabilisateurs. Pas plus que la masse des salariés, les retraités ne sont responsables de la crise. Ce n'est pas le travail qui constitue un coût, bien au contraire il est la source de toute richesse. Mais c'est bien le capital privé qui rançonne l'ensemble des activités économiques. Les larmes de crocodile de Madame Parisot, la patronne du MEDEF ne changent rien à l'affaire. Elle en devient même indécente.

La cotisation sociale n'est pas une charge, mais bien une partie du salaire

Pendant toute notre activité nous avons cotisé sur notre salaire, en partie pour la maladie, en partie pour la retraite... Nos cotisations d'hier ont permis de répondre collectivement aux besoins des malades et des retraités d'hier. Les cotisations des actifs d'aujourd'hui (mais aussi celles des retraités concernant la maladie) permettent de répondre aux besoins d'aujourd'hui.

Notre système de sécurité sociale est construit sur une base de solidarité. Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins concernant la maladie. C'est bien ce principe qui est de plus en plus écorné par le désengagement de la sécurité sociale, se déchargeant sur les mutuelles et de plus en plus au profit des assurances privées.

Dans les pays où la "mission" de protection sociale est une activité confiée à des sociétés privées, comme aux États Unis par exemple, le pays dépense plus pour la santé et la masse des gens est plus mal soigné.

Nous devons défendre notre modèle de protection sociale. Nous devons exiger qu'il soit restauré.

Notre action devient de plus en plus indispensable. Personne ne doit rester spectateur.

Beaucoup de salariés et de retraités sont déçus. Certains sont en colère. L'impression grandit, que ce sont toujours les grands patrons et les financiers qui sont entendus par nos gouvernants. Et ce n'est malheureusement pas qu'une impression.

C'est l'action de masse des salariés et des retraités qui reste déterminante. C'est celle-ci qui peut imposer les mesures que le gouvernement n'a pas la volonté et/ou le courage de mettre résolument en œuvre. Et l'on peut accepter qu'il faut un peu de temps pour le faire, à condition que soient prises les bonnes orientations. Or l'austérité encore renforcée par le traité européen et le budget 2013 adopté au parlement n'est pas une bonne orientation. Faire payer aux seuls retraités (la nouvelle cotisation de 0.3 %) le financement de la dépendance n'est pas une bonne orientation. Donner 20 milliards sans condition aux entreprises n'est pas une bonne orientation. Ne pas relever sensiblement le SMIC et les pensions de retraite n'est pas une bonne orientation.

Face à cette réalité comment se positionner ?

Nous n'avons pas d'illusion sur le patronat. C'est seulement le rapport de force que ce dernier est capable de comprendre.

Et le Gouvernement ? Nous ne souhaitons pas nécessairement nous opposer à lui. À condition qu'il nous écoute. Nous devons même peser de tout notre poids pour que les mesures mises en œuvre réussissent, si elles prennent la bonne direction. Dans tous les cas de figure il nous faut agir.

C'est ce que préconise résolument la CGT, sans outrance contreproductive, mais aussi sans complaisance.

À qui rendrions-nous service si nous laissons faire sous prétexte de ne pas gêner d'hypothétiques bonnes mesures à venir ? Sinon à Madame Le Pen et consort, toujours à l'affût, rivalisant de démagogie, mais résolument au service des plus puissants et prêt à faire parler la haine pour diviser la masse des gens qui n'ont toujours vécu que grâce à leur travail

Soyons acteurs les yeux ouverts.